



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Préfecture du Bas-Rhin

Plan de relance

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRE

(C.C.A.P.)

MAÎTRISE D'OUVRAGE :

**Préfecture du Bas-Rhin
5, Place de la République
67000 Strasbourg**

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux

Travaux plan de relance 2021

1.2 - Maîtrise d'oeuvre

Sans objet

1.3 - Contrôle technique

Un contrôleur technique est en cours de désignation.

1.4 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Un coordinateur SPS est en cours de désignation.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes:

a) Pièces particulières

- l'acte d'engagement,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- programme d'opération travaux,

Les exemplaires originaux des pièces particulières conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seul foi.

b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2 ci-après :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux du 1er avril 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS DTU) actuellement en vigueur et non visé par le CCTG applicable au marché de travaux de bâtiment.

En cas de contradiction ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Validité de l'offre

L'offre est valable pendant une durée de 120 jours .

3.2 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé, respectivement, à l'entrepreneur titulaire et à ses éventuels sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs éventuels sous-traitants.

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Dépenses à la charge de l'entreprise

3.3.1 - Les prix du marché seront libellés en euros.

3.3.2 - Les prix du marché sont hors T.V.A et sont réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions mentionnées à l'article 10 du C.C.A.G. en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

3.3.3 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.3.4 - Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes : les comptes seront réglés au moyen d'acomptes mensuels et d'un solde payés dans les conditions du C.C.A.G.

3.3.5 – Dépenses spécifiques à la charge de l'entrepreneur titulaire du marché suivant les dispositions du programme d'opération travaux rappelées ci-après :

- signalisation et sécurité du chantier,
- nettoyage du chantier,
- frais de remise en état des ouvrages existants détériorés à l'intérieur des locaux.

3.4 - Variations dans les prix

3.4.1 - Les prix ne sont pas révisables

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Sans objet

3.4.3 - Choix de l'index de référence

Sans objet

3.4.4 - Modalités de révision des prix

Sans objet

3.4.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sans objet

3.5 - Désignation et paiement des sous-traitants.

L'entrepreneur titulaire peut sous-traiter une partie des prestations. Dès lors que le montant sous-traité atteint 600,00 € TTC, le sous-traitant a droit au paiement direct.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiements agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours de marché selon les modalités définies dans le CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Le titulaire doit joindre :

- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir ;
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (Moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (CCAG applicable aux marchés publics de travaux).

3.6 - Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et final

Les stipulations prévues au C.C.A.G. sont seules applicables.

3.7. - Mode de règlement et délais de mandatement.

3.7.1. - Mode de règlement.

Le règlement des dépenses sera effectué par virement de compte.

3.7.2. - Délais de paiement.

L'Administration contractante est tenue de procéder au paiement des acomptes et du solde dans un délai qui ne peut dépasser 30 (trente) jours. Le délai court à partir de la réception de la demande de l'entreprise titulaire ou de la transmission, par celle-ci, de la demande de son sous-traitant, l'une et l'autre appuyées des justifications nécessaires.

3.7.3- Suspension des délais.

Les stipulations mentionnées au C.C.A.G. sont seules applicables.

ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES

4.1 Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux, période de préparation incluse, est fixé suivant programme ci-joint.

4.2 - Pénalités pour retard

Une **pénalité de cent- vingt-cinq (125) € HT par jour calendaire** sera appliquée en cas de retard sur le délai d'achèvement prévu.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai contractuel.

Si l'entrepreneur ou son représentant agréé n'assiste pas à un rendez-vous de chantier, ou ne se rend pas à une convocation, ou en cas de retard supérieur à une demi-heure, il sera passible d'une pénalité de cent (100 € HT)

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Suivant CCAG.

5.2 – Avance forfaitaire

Sans objet

5.3 - Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUIT

Le programme d'opération travaux fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

ARTICLE 7 - PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 - Période de préparation.

La période de préparation est incluse dans le délai général indiqué dans le programme.

7.2 - Enlèvement du matériel sans emploi et propreté du chantier.

Les stipulations au C.C.A.G. sont seules applicables.

7.3 - Installation-Organisation-Sécurité et hygiène du chantier

Les stipulations prévues au C.C.A.G. sont seules applicables.

7.4 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

7.4.1 - La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

7.4.2 - La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10% (dix pour cent), et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).

ARTICLE 8 - DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Réception

La réception s'effectuera conformément aux stipulations du C.C.A.G.

9.2 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il convient de se conformer aux C.C.A.G. « Travaux » et au C.C.

9.3 - Délais de garantie

L'entrepreneur est tenu aux garanties légales en vigueur.

9.4 - Garanties particulières

L'entrepreneur utilisant des matériaux ou des fournitures de type nouveau garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en oeuvre sur sa proposition, et ce, pendant un délai de 10 (dix) ans à partir de la date de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai précité, à remplacer ou à faire remplacer, à ses frais, sur simple demande du maître d'oeuvre ou du maître d'ouvrage les matériaux et fournitures dont la tenue ne serait pas satisfaisante, par des matériaux ou fournitures faisant l'objet d'un agrément.

9.5 - Assurances

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur désigné dans le marché doit justifier qu'il est titulaire:

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux (cette disposition concerne également les éventuels sous-traitants)
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil et couvrant la totalité des prestations, y compris celles exécutées par les sous-traitants.

ARTICLE 10 - CLAUSE DE SURETE

Les entreprises qui effectueront les prestations devront fournir à l'Administration, avant la date prescrite pour le commencement des travaux, une liste nominative des personnes qui exécuteront les prestations et signaleront tout changement de personne au moins 48 heures à l'avance.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif.

ARTICLE 11 – COUPURES DE COURANT ET D'EAU

Toute coupure de courant ou d'eau interrompant le bon fonctionnement devra obtenir

préalablement l'accord écrit du chef de centre ou de son représentant.

ARTICLE 12 – PLANS D'EXECUTION-NOTES DE CALCULS-ETUDES DE DETAIL

L'entreprise devra soumettre au visa du bureau de contrôle technique les documents mentionnés dans le programme d'opération travaux.

ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHÉ

Outre les cas prévus aux articles du code de la commande publique, l'entrepreneur s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques :

- s'il a recours à de la sous-traitance occulte,
- et s'il ne respecte pas les dispositions des articles 11 et 12 du présent CCAP.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage serait informé qu'une entreprise serait en situation irrégulière aux regards des obligations fixées par l'article L 324 -10 du code du travail, le pouvoir adjudicataire l'enjoindra, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise disposera d'un délai de quinze (15) jours pour apporter la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché peut être résilié à ses frais et risques (article 29 de la loi n° 97 - 210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal publiée au J.O. le 12 mars 1997).

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sans objet